N°504 du 24 Janvier 2019 / Prix : 250 F CFA / 11ème année

CHRONIQUE de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

www.chroniquedelasemaine.com

FAIT DIVERS

ELLE TUE SA FILLE

P.4

L'application des plans nationaux de développement :

Le Togo a participé à la création du réseau Africain Delivery Unit pour une meilleure exécution des Plans de développement

P.4

Assemblée Nationale / Enfin une femme au perchoir :

Mme Yawa Djigbodi Tségan, Présidente de l'Assemblée Nationale

Mme Yawa Djigbodi TSEGAN préside le bureau du Parlement pour les cinq prochaines années

P4

Qui est Mme Tségan Yawa Djigbodi?

Marche inutile du 26 janvier :

La C13 compte prendre le pouvoir par la rue alors que l'opposition congolaise et gambienne l'ont conquis par les urnes

P.3

Faure Gnassingbé le cauchemar de la Coalition en 2020

Renforcement des capacités opérationnelles de la douane togolaise :

P5

L'Unité Spéciale d'Intervention de la Douane (USID) enfin opérationnelle

Fin des travaux de la conférence internationale de l'Association Internationale de la Mutualité (AIM) à Lomé :

Des voies sûres tracées aux décideurs politiques pour l'accès à la couverture sanitaire universelle et la protection sociale pour tous

P.2

AIMES-AFRIQUE célèbre ses 14 ans d'existence sur un bilan satisfaisant

P.6

Dr Michel Kodom (à droite), PDG de AIMES-AFRIQUE

Adresse : 63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest. 28BP: 23 Lomé - Togo - Tel: 92 40 38 43 / 90 01 21 69 - Email: essodom68@yahoo.fr

Fin des travaux de la conférence internationale de l'Association Internationale de la Mutualité (AIM) à Lomé :

Des voies sûres tracées aux décideurs politiques pour l'accès à la couverture sanitaire universelle et la protection sociale pour tous

A la suite de la République sœur de la Côte d'Ivoire, la République togolaise a en collaboration avec la commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), organisé du 22 au 23 janvier 2019 sous le thème central " le pari de la mutualité pour le 21e siècle", la deuxième Conférence internationale de l'Association Internationale de la Mutuelle (AIM) à Lomé. Cette rencontre placée sous le haut patronage du président de la République togolaise a pour but de fournir les moyens nécessaires pour la couverture sanitaire pour tous et d'exhorter les Etats surtout Africains à être ambitieux en faisant des mutuelles de santé leurs alliés. Elle a été ouverte par le ministre de la Fonction Publique, du travail et de réforme administrative, M. Gilbert Bawara en présence des représentants de gouvernements et d'organisations internationales, des mutualistes du Sud et du Nord et des organisations de la société civile.

" Il est temps pour les gouvernements de faire le pari de la mutualité ", c'est par cet appel que l'Allemand Christian ZAHN, le président de l'Association Internationale de la Mutualité, a amorcé son intervention à la conférence de presse.

Cette interpellation des dirigeants démontre clairement l'objectif des 250 congressistes mutualistes africains et européens pour cette conférence, celui d'envoyer un message fort aux gouvernements au regard de la situation de la protection sociale en Afrique. Car, selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en Afrique actuellement, soixante-quinze pour cent (75%) de la population ne bénéficie d'aucune protection sociale or la richesse d'une nation ne se mesure pas seulement au niveau de son produit national brut mais également à travers l'ensemble des mécanismes de solidarité qui assurent la redistribution des richesses ainsi produites, a dit M. ZAHN.

C'est pourquoi " nous souhaitons envoyer collectivement un message aux décideurs politiques. Un message qui montre que toute politique de santé doit être basée sur deux principes : l'ambition ainsi que la solidarité. Ce sont les principes qui ont amené aux plus grands succès des systèmes de protection sociale ", a souligné le président d'AIM. Il a par ailleurs salué les efforts du gouvernement togolais qui démontre sa volonté et son engagement à développer une protection sociale pour sa population.

Grâce à l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM), les fonctionnaires bénéficient aujourd'hui déjà d'une couverture santé mais le gouvernement a l'ambition d'élargir cette couverture au reste de la population. Le gouvernement togolais a bien reconnu le rôle que les mutuelles de santé ont à jouer, notamment envers les secteurs informels.

Néanmoins, afin de passer à l'adhésion obligatoire, il faudra créer une relation de confiance avec les citoyens et veiller à la qualité des soins, tout en promouvant un cadre favorable au développement des mutuelles en agissant pour la mise en œuvre totale du contenu du règlement de l'UEMOA sur la mutualité sociale.

Dans son speech à l'ouverture des travaux de cette conférence internationale, le ministre Bawara a exprimé la gratitude du peuple togolais aux responsables d'AIM pour avoir confié l'organisation de cette importante rencontre internationale à notre pays. Il les a assurés de l'engagement actif du gouvernement togolais pour la réussite des travaux.

Il a poursuivi en réaffirmant l'engagement du Togo à mettre en place de manière progressive une couverture maladie universelle et toutes les recommandations issues de cette assise, en faveur de toutes les couches de la population togolaise.

" A présent, il s'agit d'aller au-delà des initiatives déjà prises, de dépasser l'étape des réflexions et des études pour agir concrètement. Dans cette optique, je voudrais annoncer que dans les semaines à venir, deux importantes initiatives seront prises. La première va porter sur l'extension et le renforcement de l'assurance maladie, à la fois dans le sens de l'élargissement des personnes couvertes par l'Institut national d'assurance maladie et dans le sens du développement des mutuelles de santé. La deuxième initiative importante qui interviendra concerne la révision du Code du travail et dans ce cadre, les préoccupations des travailleurs en matière de renforcement de protection sociale seront remplies ", a déclaré Gilbert Bawara.

De son côté, le représentant résident de l'UEMOA au Togo, Raymond Krikpeu, a insisté sur la nécessité de la mutualité dans les pays membres et a promis un prochain redémarrage du programme de mutualisation des systèmes de protection au sein de l'organisation sous-régionale. La plateforme de Lomé est le résultat d'un processus de réflexion et de rédaction collective des différents acteurs concernés par la promotion des mutuelles mené, à la fois, à partir de l'Afrique et de l'Europe.

Au terme des deux jours d'intenses activités, un document plaçant le développement des mutuelles de santé dans une perspective " écosystémique " a été adopté à l'unanimité. Il ressort de cette plateforme de Lomé trois interpellations.

Au plan de l'engagement politique, le mouvement mutualiste demande : " le renforcement et la mise en œuvre d'un dispositif légal des mutuelles de santé et des mesures d'application garantissant leur viabilité d'un point de vue institutionnel, technique, financier et fonctionnel ".

S'agissant de l'adhésion obligatoire, le mouvement mutualiste demande : l'instauration et la mise en œuvre effective de mécanismes d'adhésion obligatoire à la couverture sanitaire pour l'ensemble de la population, reposant sur un processus évolutif, allant de la conception, aux phases de transition et à l'implémentation. ".

Au rang de la délégation de gestion, le mouvement mutualiste demande : la gestion et l'organisation de la CSU reposant sur une délégation de gestion confiée aux mutuelles par l'Etat.

Il est indispensable d'œuvrer à l'atteinte des ODD en reprenant la contribution des mutuelles de même que de veiller à la cohérence et à la coordination des stratégies déployées par les bailleurs de fonds, en respectant les décisions politiques nationales en faveur du mouvement mutualiste. Cette implication repose sur des engagements croisés des instances supranationales, des instances régionales et des cadres gouvernementaux.

Pour rappel, l'Association Internationale de la Mutualité est une organisation-cadre de la société civile composée de fédérations de mutuelles de santé et d'organismes d'assurance maladie comptant 59 membres répartis dans 30 pays à travers l'Europe, l'Amérique latine, l'Afrique et le Moyen-Orient. Les structures membres fournissent une couverture sanitaire à près de 240 millions de personnes dans le monde.

Daniel. A

CHRONIQUE de la Semaine

Directeur de la Publication
ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Imprimerie SDR
Tirage : 2000 ex.

Marche inutile du 26 janvier :

La C13 compte prendre le pouvoir par la rue alors que l'opposition congolaise et gambienne l'ont conquis par les urnes

Faure Gnassingbé le cauchemar de la Coalition en 2020

La Coalition de l'opposition togolaise veut conquérir le pouvoir mais pas d'une manière élégante, comme nous le constatons à travers le continent africain notamment la Gambie, le Madagascar, la RD Congo qui ont choisi la voie des urnes mais plutôt elle veut atteindre son objectif par l'insurrection. Et depuis, elle tourne en rond et fonce toujours tête baissée droit dans le mur. Malgré que cette stratégie adoptée depuis des lustres n'aboutit à rien, la Coalition maintient cette posture jusqu'en 2020, c'est-à-dire les marches jusqu'à la présidentielle prochaine. Telle est la nouvelle phase de la lutte annoncée par le PNP et reprise par la coordinatrice de la Coalition, Mme Adjamagbo-Johnson.

" L'étape 3 commence lorsque les 2 premières étapes ne seront pas suffisantes. Nous supposons que nous sommes en 2020 et que Faure Gnassingbé est candidat. Là il a donc piétiné la queue de la vipère. Nous allons mettre tout le pays debout et de façon permanente jusqu'à ce qu'il ne se retire de la course ", fulminait Ouro-Djikpa Tcha-Tikpi le conseiller de Tikpi Atchadam lors de leur réunion hebdomadaire de samedi. Pour les dignitaires de la C13, si en 2020 le président sortant Faure Gnassingbé est présenté par son parti UNIR comme son candidat, la Coalition mettra tout le pays à feu et à sang. Quelle honte pour la coalition qui, en lieu et place des élections démocratiques pour accéder au pouvoir, opte pour l'insurrection ?

Et pourtant ailleurs les opposants ont accédé au pouvoir par les urnes. L'exemple de la Gambie et la dernière en date de la RD Congo sont édifiants.

En Gambie malgré l'incarcération des poids lourds de l'opposition notamment le chef de file et certains responsables, Adama Barro inconnu au régiment se positionne contre le puissant Yaya Jamey. Personne ''ne le vendait cher'' mais il a cru en lui, au peuple gambien et aux urnes pour affronter le puissant président Jamey. Et comme il fallait s'y attendre, il a battu proprement le président sortant dans les urnes d'une manière démocratique.

L'exemple récent de la RD Congo est révélateur. Malgré les conditions exécrables de l'organisation du scrutin du 30 décembre 2018 avec des machines à voter dont l'opposition ne maitrise pas le fonctionnement, malgré l'enrôlement de 6 millions d'électeurs sans empreinte, malgré une Commission Electorale Nationale Indépendante déséquilibrée et acquise au pouvoir en place, l'opposition congolaise a eu foi en elle-même, au peuple et aux urnes pour aller à ce scrutin d'où elle s'en sort gagnante.

Au même moment au Togo, la C13 avait toutes les conditions requises pour participer aux dernières législatives. Elle a obtenu une CENI équilibrée en violation du code électoral, un nouveau fichier électoral audité par deux experts de la CEDEAO et la présence des experts électoraux de la CEDEAO dans tout le processus d'organisation afin de garantir la transparence du scrutin. Malgré tous ces acquits, la Coalition de l'opposition togolaise n'a pas eu foi ni en elle-même, ni au peuple togolais et surtout ni aux urnes comme ce fut le cas dans les autres pays africains. Le comble, elle préfère pousser des innocents dans la rue à la recherche d'une insurrection pour accéder au pouvoir.

En clair, la coalition de l'opposition méprise les urnes au profit de l'insurrection avec ses conséquences désastreuses sur la population. Quel cynisme ! La C13 ne veut pas accéder au pouvoir par les urnes comme ce fut le cas dans les autres pays mais elle préfère la voie de la violence avec des morts et des blessés.

Pour atteindre son objectif, la coalition veut tester ses militants en organisant une marche le 26 janvier prochain pour mesurer le degré de mobilisation. Mais déjà, les meetings annoncés par la coalition les 19 et 20 janvier ont été un fiasco. Ce qui explique la pénurie d'images sur les réseaux sociaux et pourtant ces meetings qui ont eu lieu, ont été annoncés urbi et orbi sur les médias par les responsables de la coalition.

L'on se pose la question de savoir si la coalition va marcher jusqu'en 2020. Pourquoi ne veut-elle pas aller auprès du peuple dans les urnes pour capter le pouvoir d'une manière démocratique ? Et pourtant ses responsables se disent démocrates mais refusent la voie démocratique qui est plus légitime. Ils demeurent accrochés à la recherche de l'insurrection, source de violences avec des morts et des blessés.

En clair, les dignitaires de la coalition préfèrent voir les Togolais mourir pour s'en servir afin d'accéder au pouvoir. Alors qu'à côté, il y a la voie des urnes que d'autres opposants des autres pays du continent empruntent pour accéder à la magistrature suprême sans effusion de sang. Si cette méthode est très prisée par la diaspo-

Suite à la page 4

Qui est Mme Tségan Yawa Djigbodi?

Selon notre confrère Focus Info, le treizième président de l'assemblée nationale togolaise et la première femme à accéder à ce poste, est inspecteur des impôts ayant servi à la Direction générale des Impôts (DGI) avant d'être nommée en octobre 2010, directrice de cabinet du ministre des transports de l'époque, Ninsao Gnofame.

Coordinatrice de la Convention des Femmes Unir dans la région des Plateaux Ouest et Trésorière générale du parti UNIR, Mme Tségan est une habituée du parlement togolais pour y avoir siégé et exercé comme 1er Questeur de la dernière mandature. Elue de la circonscription électorale de Kloto-Kpélé, elle a pour adversaire politique principale Isabelle Améganvi, la secrétaire générale et présidente du groupe parlementaire ANC de l'assemblée nationale sortante.

" Entre les deux " sœurs ", la première originaire de Kpélé-Gavé et la seconde de Kpélé-Elé, c'est du " je t'aime moi non plus ". " S'il y a beaucoup de respect voire une once d'admiration l'une pour l'autre, elles ont souvent croisé le fer, sans concession. Comme Me Améganvi, Mme Tségan est une forte gueule, un brin imbue de sa personne qui ne se laisse pas impressionner ", révèle un cadre de Kpélé, qui les fréquente toutes les deux. Et de rappeler ce débat épique sur une radio privée de la capitale en 2013, entre les deux femmes ", écrit notre confrère.

C'est cette dame de 48 ans, mère de 3 enfants qui, à la tête du parlement, aura la lourde responsabilité de jouer les premiers rôles dans l'adoption des textes liés aux réformes constitutionnelles et institutionnelles tant attendues avant d'œuvrer pour une redynamisation du parlement togolais.

La plupart de ses proches disent d'elle, selon Focus Info, quelle est rigoureuse et ambitieuse. "La retrouver si haut ne me surprend pas. Elle sait creuser son sillon sans tambours ni trompettes, mais avec la détermination des ambitieux ", confie un de ses proches.

Un autre, sans nier ce trait de caractère, préfère mettre en avant la rigueur qu'elle met dans tout ce qu'elle entreprend. " Ce n'est pas par hasard si la trésorerie du parti au pouvoir (UNIR) ainsi que la questure de la précédente législature lui ont été confiées ", explique-t-il.

Ricardo

Assemblée nationale / Enfin une femme au perchoir :

Mme Yawa Djigbodi TSEGAN préside le bureau du Parlement pour les cinq prochaines années

Après la polémique de la présidence annuelle vite étouffée par la Cour Constitutionnelle, les nouveaux élus ont précédé, un mois après leur élection, à la mise en place de leur bureau. C'est désormais une dame, Mme Yawa Djigbodi Tségan du parti Union pour la République (UNIR, parti au pouvoir), qui a été élue, hier mercredi, au perchoir. Les autres postes du bureau sont partagés entre l'Union des Forces de Changement (UFC), et le Nouvel Engagement Togolais (NET) et les élus indépendants.

La polémique vite étouffée

Après le rejet par la Cour Constitutionnelle, la semaine dernière, de la proposition des députés d'instaurer un mandat d'un an renouvelable autant de fois durant la législature, les parlementaires, réunis le mardi 22 janvier 2019 à leur siège pour le compte de la 3ème séance de la session de plein droit, ont rétabli l'article 9 originel, relatif au mandat du président de l'Assemblée nationale, dans le règlement intérieur.

Ceci met fin ainsi à la polémique autour de cette innovation que les parlementaires ont voulu introduire dans le règlement intérieur de l'institution qui, malheureusement va à l'encontre de l'article 54 de la Loi Fondamentale.

Les parlementaires, après le rétablissement de l'article 9 originel, relatif au mandat du président de l'Assemblée nationale, dans le règlement intérieur, ont ensuite procédé à l'adoption de ce nouveau document qui a été transmis à nouveau à la juridiction suprême. Ouvrant ainsi la voie à l'élection du bureau de l'Assemblée Nationale.

L'ère de maturité pour la gente féminine togolaise

C'est hier mercredi que les députés de la 6ème législature, réunis en séance plénière, ont procédé à l'élection de leur bureau pour les cinq pro-

Suite à la page 6

Marche inutile du 26 janvier :

La C13 compte prendre le pouvoir par la rue alors que l'opposition congolaise et gambienne l'ont conquis par les urnes

Faure Gnassingbé le cauchemar de la Coalition en 2020

Suite de la page 3

ra proche de la coalition c'est parce qu'elle vit en occident, à l'abri de toute poursuite, ensemble avec les familles des responsables de la coalition. Mais les militants commencent par s'interroger sur les conséquences de cette stratégie d'insurrection et répondent de moins en moins à son appel à marcher. Ce qui amène les responsables de la coalition à procéder à la pratique d'import export qu'ils dénonçaient auparavant.

Par cette pratique, les organisateurs mettent des bus gratuits pour transporter leurs militants des villes et villages de l'intérieur afin d'avoir une grande foule qu'ils assimilent à une grande mobilisation. Ce faisant, la Coalition peut elle aboutir à son objectif c'est-à-dire l'insurrection tant recherchée ? Ce qui fait dire à un observateur que les responsables de la coalition sont des politiciens tarés comme l'avait dit l'ancien président béninois feu Mathieu Kérékou à l'encontre des intellectuels.

Faure Gnassingbé le cauchemar de la C13

Les Togolais et certains observateurs ne comprennent pas la fixation faite sur la personne de Faure Gnassingbé par les dignitaires de la coalition. Pour eux l'objectif à atteindre, c'est d'empêcher Faure Gnassingbé de se porter candidat à l'élection présidentielle de 2020.

Pour la Coalition, pas question de voir le président d'un autre parti être candidat non pas, parce que la constitution l'en empêche mais juste pour lui faire plaisir.

Pour ce faire, elle exige une réforme taillée sur mesure qui doit consacrer l'exclusion de Faure Gnassingbé. " Nous supposons que nous sommes en 2020 et que Faure Gnassingbé est candidat. Là il a donc piétiné la queue de la vipère ", vociférait le conseiller de Tikpi Atchadam. Ont-ils tellement peur de ce candidat dans les urnes au point de pousser les Togolais à l'insurrection ? Cette obsession des responsables de la coalition rassure le parti UNIR qui se dit que le seul candidat qui peut battre le candidat de la coalition dans les urnes c'est Faure Gnassingbé.

Au lieu d'aller vers le peuple décliner son programme et faire une opération de charme en sa direction et obtenir ses suffrages, Jean-Pierre Fabre et ses affidés se démènent comme de beaux diables pour empêcher la candidature de Faure Gnassingbé. Il apparait clairement que la coalition montre son incapacité de battre le président Faure Gnassingbé en 2020 dans les urnes mais cherchent par des moyens inappropriés pour aboutir à leurs fins. Mais malheureusement pour eux les Togolais sont ancrés dans la prise du pouvoir par les urnes et la coalition échouera toujours dans son entreprise funeste.

La prise du pouvoir par la violence est condamnée à travers le monde. C'est d'ailleurs pourquoi le président français Emmanuel Macron a clairement indiqué la voie qui mène vers l'alternance. C'est le peuple Togolais qui décidera à travers des élections libres et transparentes, de conserver le parti au pouvoir ou d'opérer l'alternance. Toute autre voie sera condamnée. Les Togolais sont matures et ne sont plus prêts à l'aventure insurrectionnelle mais engagés dans une démarche démocratique.

Tout porte à croire que la marche de ce samedi sera juste une marche de plus. Malheureusement pour la coalition ses propres militants désertent les rues. Les responsables de la Coalition doivent comprendre désormais que la rue ne répond plus et qu'ils doivent changer de disque.

Aliziou Dominique

Fait divers

ELLE TUE SA FILLE

Horreur des horreurs, pourrait-on dire, à la suite d'un crime commis par une mère de famille, en la personne de Traoré Aramatou. Un infanticide à la suite duquel, l'on se demande si elle a toutes ses facultés mentales en place. Franchement !

Sur ces tristes faits, nos sources indiquent que la jeune Aramatou vit en ménage, à Yopougon-Banco 2, avec son élu Mamadou Ballo, un jeune homme de 25 ans. Les deux sont de la même génération.

Femme au foyer, c'est son concubin, employé dans une boulangerie, qui fait bouillir la marmite. La vie n'est pas rose certes, mais le couple ne se prive pour autant pas de " bonnes choses ". Notamment la chair, dans sa dimension coquine. Alors quand l'occasion se présente, Aramatou et Mamadou s'enferment dans leur mansarde et jouent à papa et maman. Et finalement, il y aura une bien belle preuve de leur communication sexuelle, quand la jeune femme tombe enceinte. Tous les deux suivent l'évolution de la grossesse avec amour.

Puis, arrive enfin le jour de la délivrance. Aramatou met au monde une belle fillette. Mais si Mamadou est tout heureux de voir ce petit être né de l'inspiration détonante de ses coups de hanche, ce n'est, semble-t-il pas, le cas de sa femme. Elle n'est pas du tout contente d'avoir mis au monde cette fillette.

Mais pourquoi ? Elle aurait plutôt souhaité avoir un fils. Elle déteste donc sa propre fille et en veut terriblement à la nature qui lui a donné ce " mauvais cadeau ". Sa fillette prénommée Fatim, elle n'en veut pas du tout. Et cela, elle le signifie ouvertement à son mari et à leur entourage. Ceux-là ont beau lui dire que c'est la volonté de Dieu et qu'elle pourrait être comblée comme elle le désire, avec sa prochaine grossesse, Aramatou n'en a cure.

Quand l'occasion lui est donnée, elle se montre méchante avec la l'innocente môme, qui n'a pourtant pas demandé à naître. Sa peine d'avoir eu une fille à la place d'un garçonnet, l'incompréhensible jeune mère la supporte jusqu'à ce que l'enfant soit aujourd'hui âgée de 3 ans.

Là cette fois, elle n'en peut plus. Trois ans à supporter cette enfant dont elle ne veut pas, elle n'en peut plus. Et là, elle prend une décision radicale : l'enfant, sa propre enfant, née de ses entrailles, doit disparaître. A tout jamais.

Ainsi, le mardi 27 novembre 2018, après avoir fait prendre son bain à sa fillette, elle l'habille d'une belle petite robe à rayures blanches. Puis, elle la fait coucher sur le dos. Et soudainement, elle s'empare d'un oreiller et le place avec violence contre le nez et la bouche de la gamine, pour l'empêcher de respirer. Elle appuie fortement, pendant que sa pauvre gosse sans défense se débat sans doute comme elle peut, pour survivre. C'est sur ces entre-faits, que la mauvaise mère est surprise par son mari et des voisins. Mais hélas, il n'y avait plus rien à faire pour la petite déjà morte étouffée.

La police, alertée, se rend sur place et procède à un constat d'usage. Le père éplorée, raconte tout aux flics. Notant que c'est un sinistre projet que sa femme vient de mettre à exécution. Et tout cela, sans que l'auteure présumée de l'infanticide ne bronche. Aramatou Traoré est donc arrêtée et gardée à vue, au commissariat de police du 28ème arrondissement. Une enquête est en cours pour mieux comprendre les contours de l'acte criminel, qui lui est imputé.

Renforcement des capacités opérationnelles de la douane togolaise :

L'Unité Spéciale d'Intervention de la Douane (USID) enfin opérationnelle

34 sur 37 agents de la douane togolaise ont terminé avec succès leur formation de neuf semaines (25 novembre 2018 au 21 janvier 2019) dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles de cette régie financière. Ils constituent ainsi la première promotion de l'Unité spéciale d'intervention de la douane (USID) destinée à lutter contre la criminalité financière sous toutes ses formes.

Après la police et la gendarmerie, la douane togolaise vient de se doter d'une Unité spéciale : l'USID. La cérémonie solennelle de fin de stage de la première promotion de cette unité a eu lieu le 21 janvier dernier au champ de tir du 1er Bataillon d'intervention rapide (1er BIR) à Lomé, en présence des premiers responsables de l'Office togolais des recettes (OTR) et de la haute hiérarchie militaire.

Durant neuf semaines, les éléments de l'USID ont été initiés à plusieurs modules tels le combat avec ou sans arme, la protection VIP, l'escorte de convoi, l'instruction sur le tir de combat et de précision, la tactique d'intervention en véhicule, etc.

Bref, ils se sont familiarisés avec la technique d'origine israélienne communément appelée le "Krav Maga" qui allie agressivité et rapidité, ceci sous la supervision du Groupe d'Intervention Léger Anti Terroriste (GILAT), placé sous le commandement du Col Somiyéabalo Tchamiè.

Selon le Col Tchamiè, dans un environnement de plus en plus menaçant avec la montée de la criminalité, " la formation des agents des douanes vient à point nommé leur donner les outils nécessaires pour accomplir efficacement leurs missions et venir à bout des grands bandits ".

Soulignant que " ces dernières années, la contrebande a pris de plus en plus la forme d'une criminalité organisée et les délits sont de plus en plus graves ", le Commissaire général de l'OTR, Adédzé Kodjo, a indiqué que ces "super-douaniers" devront mener une " guerre sans merci " contre les trafics de tous genres, notamment la contrebande et la contrefaçon.

Il a rendu un hommage aux forces armées et de défense dont le soutien n'a guère fait défaut pour la sauvegarde et le maintien de la paix, conditions propices pour le développement économique de notre cher pays. Il a exhorté les agents de l'USID à la rigueur et à la discipline dans l'exercice de leur profession.

JPB

L'application des plans nationaux de développement :

Le Togo a participé à la création du réseau Africain Delivery Unit pour une meilleure exécution des Plans de développement

Le Togo a pris part du 17 au 19 janvier 2019 à Dakar (Sénégal) à la mise en place du réseau africain delivery unit tout comme le Benin, le Sénégal, le Ghana, la Gambie, le Kenya, le Liberia, Madagascar, le Maroc, la Guinée, le Nigeria et la Malaisie. C'était en marge de la 3e conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique organisée au Sénégal.

Le réseau africain des delivery unit dont le Togo est membre fondateur, a pour but la coordination, l'exécution, le suivi de la mise en œuvre des Plans de développement et de certains projets structurants. L'objectif de cette rencontre, était de présenter les exemples de réussite sur le continent et d'échanger sur les voies et moyens pour parvenir à un développement économique satisfaisant.

Le Réseau Africain des Delivery Unit ambitionne entre autres, une publication périodique des résultats et des réflexions sur les solutions innovantes mises en œuvre dans le cadre de la transformation économique de l'Afrique.

Le Togo a été représenté à cette rencontre par le Coordonnateur de la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets, Malick Kanka Natchaba qui a mis en exergue les facteurs de réussite de la plus jeune des delivery unit d'Afrique en soulignant la nécessité d'avoir un engagement des plus hautes autorités ainsi que le besoin de crédibilité des delivery unit dans le reporting, la sophistication, la conception, l'analyse et enfin le fait de valoriser les porteurs de projets qui sont le plus souvent les ministères.

" Le Chef de l'État par sa vision a voulu cette délivery unit afin d'accompagner au mieux le programme de transformation du Togo. Cette décision ambitieuse qui traduit le changement de paradigme organisationnel est reconnue aujourd'hui par la participation de la cellule, que j'ai l'honneur de coordonner, à cet évènement majeur. Nous apprendrons certainement beaucoup des difficultés que nos devanciers ont pu connaître et surtout capitaliser sur les facteurs de succès et les outils existant ", a indiqué M. Kanka Malik Natchaba.

Ce réseau, a laissé entendre Ibrahim Wade, Directeur général du bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal émergent, est en lui-même un programme ambitieux pour accompagner les dynamiques de développement sur le continent.

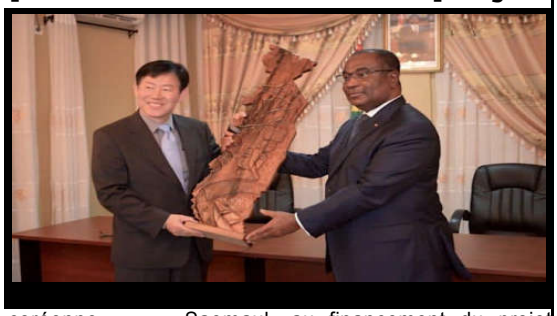
La feuille de route du réseau et ses instances seront connues lors de la prochaine rencontre qui aura lieu à Nairobi au Kenya, informe le gouvernement du Togo.

CS

Réalisation du projet des agropoles au Togo :

La Fondation Saemaul s'engage avec l'Etat togolais pour la réussite dudit projet

La Fondation sud-coréenne Saemaul Globalisation vient de s'engager avec l'Etat togolais dans l'optique de la réalisation du projet des agropoles au Togo.



Spécialisée dans le développement des zones rurales, elle a décidé, le vendredi 18 janvier dernier, d'exporter vers le Togo son expertise dans la réalisation du projet de transformation agroalimentaire (PTA) et dans le développement des agropoles.

Une cérémonie de signature de convention a eu lieu vendredi 18 janvier dernier à la Primature entre l'Etat togolais et la Fondation sud-coréenne Saemaul Globalisation. Par ce partenariat, la Fondation s'engage à renforcer les acteurs du monde agricole et à contribuer à l'amélioration de l'environnement dans les zones concernées.

La fondation apporte également une contribution de près de 2,7 milliards FCFA au financement du projet des agropoles dont le coût total est évalué à 35 milliards FCFA.

Notons que le projet des agropoles est inscrit dans l'axe 2 du Plan national de développement du Togo. Son lancement devrait intervenir très prochainement.

JPB

AIMES-AFRIQUE célèbre ses 14 ans d'existence sur un bilan satisfaisant

L'Association Internationale des Médecins pour la promotion de la Santé et l'Education en Afrique (AIMES-AFRIQUE) vient de célébrer, le 19 janvier 2019, le pour la célébration du quatorzième anniversaire de son existence. Pour marquer l'événement, elle a déroulé une chaine d'activités du 18 au 20 janvier 2019, à savoir : des formations, rencontres, conférence, distinctions honorifiques, des messes, gala de foot et dîner.

Le ton des activités a été donné le jeudi 18 janvier, à travers la réunion annuelle des représentants des 10 villages de AIMES-AFRIQUE, la présentation des rapports d'activités dans les villages du projet d'activités des représentants et des perspectives pour 2019. A cela s'ajoute une formation à l'endroit des représentants de 10 villages de AIMES-AFRIQUE sur le thème : " les enjeux de la salubrité publique en milieu rural : défis et perspectives ".

Le bilan dressé par les responsables d'AIMES-AFRIQUE après 14 ans d'existence est satisfaisant. Il a permis au président fondateur, Dr Kodom, et ses collaborateurs d'apprécier les réussites et aussi de relever les insuffisances dans les réalisations des différents projets au cours de l'année 2018 et d'adopter un nouveau plan d'action pour l'année en cours.

AIMES-AFRIQUE couvre une vingtaine de pays africains avec une représentation locale effective dans 10 pays en Afrique et 5 notamment en France, Allemagne, Suisse, USA et Japon.

Par ailleurs les responsables de AIMES-AFRIQUE ont organisé une messe d'action de grâce à l'Eglise catholique Saint Kizito de Doumasséssé le dimanche 20 janvier. La veille, ils avaient offert un dîner de gala au cours duquel les lauréats du concours " Ado-Managers " ont été primés.

Des titres honorifiques ont été aussi décernés aux différents partenaires tels que Aktion Pit Togohilfe et Staatskanzlei Bayern, et une dizaine de prix et de trophées remis aux acteurs ayant marqué Aimes-Afrique depuis sa création.

Le projet Ado-Manager et le concours d'assainissement sont des concepts qui promeuvent le développement des communautés par elles-mêmes. L'initiative se résume en ces termes : " les villages ont besoin des projets citoyens portés par leurs jeunes pour espérer un développement endogène ". Ce concours qui s'inscrit dans la droite ligne du programme de développement communautaire, consacre le meilleur des 10 villages AIMES-AFRIQUE qui œuvrent pour un cadre sain.

À l'issue dudit concours, le village de Kuma-Apoti de Kloto dans la Région des Plateaux s'en sort avec un taux de 66,55% des votes et repart avec le trophée. Il est suivi du village Atalotè de la Kéran dans la Région de Kara et du village Dzegba-Condji d'Avé dans la Région Maritime. Ces villages ont reçu respectivement une enveloppe de un million (1.000.000), cinq cent mille (500.000) et deux cent cinquante (250.000) francs CFA.

" Dans ces villages, nous avons retenu 10 domaines d'intervention que sont entre autres la santé, l'entrepreneuriat rural, la construction des infrastructures, les cantines scolaires. Dans la salle nous avons réuni pratiquement 100 jeunes venus de différents villages du Togo pour connaitre Lomé, communier avec nous… Pour nous le milieu rural doit changer de paradigme ", a expliqué Michel Kodom, président fondateur d'Aimes-Afrique.

Créé depuis le 19 janvier 2005, AIMES-AFRIQUE se fixe comme but d'offrir gratuitement des soins de santé primaires et spécialisés aux populations éloignées du système de soins et d'améliorer leur qualité de vie à travers le rehaussement du niveau d'hygiène.

Daniel A.

Les jeunes du CERFER en formation sur les pathologies des infrastructures routières

Une cinquantaine de jeunes du Centre Régional de Formation pour l'Entretien Routier (CERFER), renforcent leurs capacités en matière de pathologies des infrastructures routières et méthodologies de réparation ce mardi à Lomé.

La table d'honneur

Initiée par le CERFER, cette formation permettra aux participants de diagnostiquer les pathologies routières et de leur trouver une gestion plus efficace.

« La formation va se structurer autour des pathologies de diagnostics pour savoir ce qui ne va pas et par apport à chaque type de pathologie, quel remède il faut apporter. Nous avons également remarqué qu'il est important que les petites et moyennes entreprises maîtrisent le montage des dossiers d'appel d'offre et sachent également formuler correctement les prix », a déclaré Samah Ouro Djobo, Directeur général du CERFER.

Pour Abelim Passoli, conseiller technique et représentant le ministre des infrastructures et des transports à la cérémonie d'ouverture, vue la politique de reconstruction nationale, les grands chantiers d'infrastructures routières notamment les projets de réhabilitation et de renforcement des routes déjà revêtues et les projets d'aménagement et de bitumage de nouvelles routes, il s'avère nécessaire d'accroître et de renforcer les capacités des acteurs de la construction des routes par des formations.

« Actuellement, avec l'ampleur des travaux engagés par l'Etat et les moyens mobilisés il apparait plus que jamais nécessaire d'assurer la qualité des prestations et ce séminaire vient à point nommé », a-t-il souligné.

Plusieurs modules seront développés au cours de ces dix (10) jours de formation entre autres : les structures et infrastructures routières, les pathologies, les remèdes et méthodologie de réparation, le montage d'un dossier de soumission, la composition de prix unitaires et sous détail de prix et l'organisation de chantier.

Démarré ce mardi 22 janvier à Lomé, ce séminaire de formation prendra fin le 1er février prochain.

Source : lavoixdelanation.info

Assemblée nationale / Enfin une femme au perchoir :

Mme Yawa Djigbodi TSEGAN préside le bureau du Parlement pour les cinq prochaines années

Suite de la page 4

chaines années. Contre toute attente, c'est une femme qui va présider désormais aux destinées du Parlement. Il s'agit de Mme Yawa Djigbodi Tségan, du parti Union pour la République (UNIR).

La trésorière du partie UNIR, questeur dans le bureau de l'ancienne législature, élue de Kloto-Kpélé lors des législatives du 20 décembre 2018, n'a pas eu à forcer son destin. Elle était, en effet, la seule en lice pour l'élection au poste de Président de l'Assemblée. Elle sera assistée dans ses fonctions par M. Bagbiègue Taïrou au poste de 1er Vice-président, de Mme Maïmounatou Ibrahima au poste de 2e Vice-président.

Dans les rangs de l'opposition parlementaire, l'UFC et le NET font leur rentrée dans le bureau du parement. André Johnson de l'UFC occupe le poste de 3e Vice-président alors que Mercy AMEGAVI du NET est le 3e questeur.

A y voir de près ce nouveau bureau, une chose saute aux yeux. C'est la première fois dans l'histoire du pays, qu'une femme dirige le Parlement.

Pour son premier discours, la nouvelle présidente de l'Assemblée nationale " a rendu grâce a Dieu (…) Au Président de la République, elle lui rend grâce pour le courage politique " et son sens de visionnaire qui a permis de conduire à bon port ce processus électoral qui a permis de mettre en place la législature actuelle.

Maintenant que tout est fin prêt, place aux choses sérieuses, notamment la mis en orbite des réformes constitutionnelles et institutionnelles que la majorité des Togolais appellent de tout son vœu.

JPB

Voici l'intégralité du Bureau

Présidente : Djigbodi Yawa Tségan
1er Vice-président : Tairou Bagbiegue
2e Vice-président : Méimounatou Ibrahima
3e Vice-président : André Johnson
4e Vice-président : Pacôme Adjourouvi
1er Questeur: Abira Bonfoh
2e Questeur: Essohanam Modibo
3e Questeur : Vincent Ameganvi
1er Secrétaire : Donko Kassegne
2e Secrétaire : Leonardina Wilson-de Souza
3e Secrétaire : Noël De Poukn

RDC : Joseph Kabila apporte son soutien à Félix Tshisekedi et appelle à une « coalition »

Le président sortant Joseph Kabila est apparu mercredi soir sur les écrans de la télévision nationale, à la veille de l'investiture de Félix Tshisekedi à la tête du pays, pour affirmer qu'il transmettrai le pouvoir « sans regret ni remords ».

Joseph Kabila, lors du scrutin présidentiel du 30 décembre 2018 en RDC, dans un bureau de vote de Kinshasa.

« Respectueux de la Constitution, je vais, demain, passer la main sans regret ni remords. Car en dépit des imperfections dues à toute œuvre humaine , le Congo revient de loin et repose sur des bases solides aujourd'hui ». À la veille de l'investiture de Félix Tshisekedi, programmée jeudi 24 janvier, Joseph Kabila s'est exprimé à la télévision nationale pour une dernière adresse à la nation en tant que président de la RDC. Il a affirmé formuler « des vœux sincères et d'ardentes prières à celui qui, désormais, aura la charge de la nation ».

Appelant les Congolais à soutenir « massivement » son successeur – « comme vous m'avez accompagné et soutenu tout au long des 18 dernières années », a-t-il ajouté – le chef de l'État sortant a lancé : « Qu'il soit assuré de pouvoir compter sur moi, chaque fois qu'il le souhaitera et que l'intérêt du pays l'exigera. »

Alors qu'Emmanuel Ramazani Shadary, son « dauphin » désigné, candidat du Front commun pour le Congo (FCC), est arrivé en troisième position à la présidentielle derrière Félix Tshisekedi et Martin Fayulu, selon les chiffres proclamés par la Ceni et confirmés par la Cour constitutionnelle, Joseph Kabila a lancé aux leaders politiques une « exhortation pressante de regarder dans la même direction ».

Appel à une « grande coalition des forces progressistes »

Il a par ailleurs appelé à la formation d'une « grande coalition des forces progressistes », dont il n'a pas détaillé la forme. « Une coalition contre les forces prédatrices qui se sont liguées et qui tenteront toujours de se liguer pour s'accaparer nos ressources naturelles sans contrepartie pour nos enfants », a-t-il précisé. « Une coalition pour défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de notre pays. ».

Source Jeune Afrique

[redacted]

France / «Grand débat»:

Emmanuel Macron dans la Drôme pour le 3e round

Emmanuel Macron a choisi la Drôme pour son troisième déplacement à la rencontre des élus dans le cadre du « grand débat national ». Cette fois-ci, pas de marathon devant 600 maires, mais un déjeuner et avant cela un tête-à-tête avec Laurent Wauquiez, le président du parti Les Républicains (LR) qui est aussi président de la région Auvergne-Rhone-Alpes.

Le président français Emmanuel Macron à l'Elysée, le 10 décembre 2018.

Ce sera la première rencontre entre Emmanuel Macron et Laurent Wauquiez depuis l'élection de 2017. Un face à face très attendu qui a été organisé à l'initiative de l'Elysée et qui devrait durer une demi-heure. Jusqu'ici, le président de la République et le président du parti Les Républicains n'ont eu que des échanges par médias interposés qui n'ont pas toujours été marqués par une grande amabilité.

Les deux hommes vont donc cette fois-ci se jauger les yeux dans les yeux avant de rejoindre les élus de la région invités à débattre pendant environ deux heures avec le président de la République lors d'un déjeuner à la préfecture de Valence. Une soixantaine de représentants des associations de maires de la région Auvergne-Rhône-Alpes seront présents.

Rien à voir donc avec les réunions marathons organisées dans l'Eure et dans le Lot devant plusieurs centaines de maires la semaine dernière. Emmanuel Macron change de format. Cette rencontre ne sera d'ailleurs pas retransmise à la télévision.

A l'Elysée, on évoque une volonté de s'adapter aux demandes des élus et de ne pas se répéter. En revanche, comme lors de ses précédents déplacements, Emmanuel Macron ira voir ensuite des Français. Cette fois-ci dans un centre pour personnes âgées.

"La séquence entre Emmanuel Macron et Laurent Wauquiez marque l'entree du chef de l'opposition parlementaire dans le grand débat lancé par l'exécutif pour répondre à la crise des « gilets jaunes ».", a indué Premier tête-à-tête Macron-Wauqiez.

Source : rfi.fr

[redacted]

Togotelecom
TOGOCEL
Groupe TOGO TELECOM

la fibre chez vous

INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS LES ZONES SUIVANTES :

- ☑ **AGOÈ,**
- ☑ **BAGUIDA,**
- ☑ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ☑ **FOREVER,**
- ☑ **ZONE PORTUAIRE,**
- ☑ **ABLOGAMÉ,**
- ☑ **KODJOVIAKOPÉ,**
- ☑ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ☑ **RÉSIDENCE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!

*Adopter **La Fibre du Groupe TOGO TELECOM**, c'est participer au développement du Togo.*

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES